

Géopolitiques de Nantes 2019

Le Brésil de Bolsonaro

Avec Maud Chirio, Guillaume Long, Thomas Pizer, Christophe Ventura et Marie-France Chatin

Problématiques : Quel bilan peut-on faire du mandat 10 mois après l'élection de Jair Bolsonaro ? Quelles sont les raisons de son élection ? Quelles sont les fondements et les orientations de sa politique ? Quelles sont les perspectives ?

► Un projet politique porté par des intérêts souvent contradictoires dans la société brésilienne.

- Mise en place d'un programme économique ultra-libéral et exercice du pouvoir autoritaire. Ceci s'illustre par le retrait de l'état de la sphère économique, la capacité à mettre en oeuvre des réponses autoritaires quand il y a des résistances.

- Un bilan à nuancer : la réforme des retraites très attendue n'a pas la couleur que Bolsonaro avait promis, enfin des dissensions voient le jour entre les secteurs militaires et politiques autour de ses décisions.

► Quels sont les éléments qui ont permis l'arrivée de Bolsonaro ?

- Pendant les 13 années des gouvernements de gauche Lula puis Rousseff, les conditions de vie des Brésiliens ont peu changé, les inégalités (dans un pays qui souffre particulièrement des écarts de revenu) n'ont pas été résorbées. Ensuite, la démocratie brésilienne (c'est-à-dire le fonctionnement institutionnel comme par exemple les modes de scrutin) et la société n'ont pas été profondément réformées contrairement aux promesses du PT*.

(PT : Parti des Travailleurs de Centre gauche fondé en 1980. En sont issus Luiz Inácio Lula da Silva, président de la République de 2003 à 2011, et Dilma Rousseff, présidente de 2011 à 2016)

Ces gouvernements porteurs d'espoir n'ont finalement pas tenu leurs engagements.

- D'autre part la radicalité très présente dans la société brésilienne n'a fait que s'accroître. Le Brésil est une société où une partie de la population est mise au service de l'autre. La violence y est omniprésente surtout dans les espaces urbains périphériques. Ainsi on déplore encore 65000 morts violentes par an.

- Les élites économiques et militaires ont un temps décidé de jouer le jeu de la démocratie mais s'en sont vite détournées. Elles ont appuyé ce « coup d'état légal » dont parle les confédérés c'est-à-dire la détention « illégale » de Lula et la destitution de Dilma Rousseff. Le soutien à Bolsonaro est pour Maud Chirio, le choix de la « barbarie », du néolibéralisme économique et de la fin du multilatéralisme brésilien. **On peut parler d'un gouvernement « illibéral » sur les plans politique et institutionnel et ultra-libéral sur le plan économique.**

► Qu'en est-il de la question environnementale particulièrement évoquée cet été avec les incendies en Amazonie ?

- Le Brésil de Bolsonaro se place d'abord dans une posture de refus de son leadership traditionnel en Amérique du Sud dans les négociations internationales sur le climat (*Sommet de Rio dit « planète Terre » en 1992*).

- La politique amazonienne de Bolsonaro est une catastrophe pour les indigènes. Ceux-ci occupent 30 % des terres qui leur ont été ré-allouées dans les années 90 avec usufruit et qui sont démarquées. Mais depuis l'arrivée de Bolsonaro, l'on constate une augmentation de 300 % de zones déforestées légalement depuis 2018. La notion de « terres indigènes » est directement menacée aussi même s'il faudrait une modification de la Constitution (1988) pour les remettre en cause légalement.

- Bolsonaro souhaite-t-il se retirer de l'Accord de Paris sur le climat (2015) ?

Il existe une grande incertitude actuelle mais, en réalité comme l'Accord est basé sur une contribution nationale et reste non contraignant, on peut se demander si le Président brésilien ne peut pas tout simplement l'ignorer sans pour autant s'en retirer.

► Où en est l'accord UE / Mercosur ?

- Il est à ce jour non signé et reste le seul puissant levier de négociation des Européens face à un Bolsonaro intransigeant. Le Brésil a toutefois besoin d'un accord car il réalise une grande part de ses exportations agricoles vers l'UE (bovins et maïs par exemple). Le complexe de l'agro-business brésilien est plutôt favorable à un traité qui lui ouvrirait les portes de l'UE. De plus, les élections prochaines incertaines en Argentine retardent d'autant la perspective d'un accord qui paraît s'éloigner.

► Doit invoquer le Droit d'ingérence pour sauver l'Amazonie ?

- La seule arme semble être économique pour sauver les Terres des Indigènes dans la mesure où des sanctions pourraient contraindre le gouvernement Bolsonaro à revoir sa politique mais on en est loin.

► Quelle politique mémorielle pour le Brésil ?

- Le nouveau gouvernement tente de réhabiliter la Dictature (1964-1985) en organisant des commémorations. Il n'a pas existé de vrai travail mémoriel au Brésil dans la mesure où il n'y a eu aucun procès contrairement à d'autres pays ayant connu la même situation en Amérique du Sud.

- Pour Bolsonaro, le présent doit continuer le travail entrepris par les militaires pendant la dictature, c'est-à-dire lutter contre le progressisme qu'il qualifie de « communisme » (solidarité envers les migrants, question égalité des femmes, écologie). Une part importante des élites pro-Bolsonaro pense que la commission de la Vérité* ont été captées par le Parti des Travailleurs qui s'en serait servi pour dénigrer le camp d'en face. Une partie de la population considère le discours mémoriel comme étant un discours de la gauche et donc non collectif.

(Commission de la Vérité : Commission nationale de la vérité est le nom de la commission de vérité et réconciliation créée pour enquêter sur les violations des droits de l'homme commises par des « fonctionnaires ou des personnes à leur service, avec le soutien de l'Etat » entre le 18 septembre 1946 et 5 octobre 1988).

► Les caractéristiques idéologiques du gouvernement Bolsonaro :

- Ce gouvernement est d'abord obsédé par la politique communiste qu'aurait menée le gouvernement Lula. L'extrême-droite brésilienne pense que le socialisme est partout et qu'il faut l'éradiquer. Ainsi, on assiste à une véritable réorientation de la politique extérieure brésilienne vers un alignement complet sur les Etats-Unis de Trump. Il s'agit d'une vieille tradition qui privilégierait « l'axe atlantique » (en fait américain) de la politique brésilienne au détriment de tout autre. Le discours se teinte aussi d'anti-européisme. Un des effets de ce changement de priorité est la préparation de l'accueil massif des entreprises américaines (FTN US de l'agro-business) dans l'exploitation de l'Amazonie. Bolsonaro a manifesté sa priorité en effectuant son premier voyage à l'étranger non en Argentine comme à l'accoutumée mais à Washington.

► Une économie instable et des résultats mitigés

- La croissance brésilienne reste basse avec 0,9 % en 2018. La dette gigantesque du Brésil implique des notes peu enviables de la part des agences de notation. Le chômage reste très important. En outre, l'explosion des inégalités et la persistance d'un secteur informel de l'économie presque majoritaire indiquent un bilan économique certainement très décevant. Enfin, l'agro-business pèse pour 1/4 du PIB et 30 % des emplois et son principal partenaire est la Chine et non les Etats-Unis. On voit donc là apparaître des contradictions dans la politique économique de Bolsonaro ainsi qu'une possible opposition des grandes entreprises agro-

industrielles brésiliennes.

- Les militaires ont créé dans les années 70 les grands groupes brésiliens tels que Petrobras ou TV Globo. La politique actuelle de privatisation de ces entreprises peut impliquer des tensions. Le Président a d'ailleurs délégué les questions économiques à Guedes (ministre ultra-libéral « chichago boy » qui explique la débâcle argentine par la lenteur des réformes néolibérales).

► Quelles sont les perspectives à court terme du gouvernement Bolsonaro ?

- Les 13-14/11/19, le sommet des BRICS aura lieu à Brasilia. Il s'agit d'un enjeu majeure pour la crédibilité du Brésil. La tension est constante entre la ligne idéologique et le fait qu'il a à construire un pouvoir crédible. Il doit satisfaire des groupes très divers (on parle de polyarchie). Capacité de l'exécutif est limitée pour satisfaire les différentes parties d'autant que Bolsonaro ne sait pas négocier.

- Peut-il perdurer ? Il est impossible de répondre à la question mais les tensions sont de plus en plus grandes au sein des élites même si le soutien de certaines reste complet comme par exemple les lobbies « BBB » (Boeuf, Bible, Balles).

- La société brésilienne n'est pas mobilisée contre Bolsonaro car il a été élu au suffrage universel et que son programme était déjà clair avant son élection. L'élection est le produit politique d'une crise démocratique qui ne s'est pas refermée, il s'agit d'un dysfonctionnement institutionnel dont Bolsonaro est le produit. Néanmoins 30 millions de Brésiliens n'ont pas voté lors des élections présidentielles de 2018 en raison de l'emprisonnement de Lula, il y a donc difficulté à remobiliser les classes moyennes pour défaire le nouveau système en place.

- Penser le problème amazonien au-delà d'une question indigène mais dans une perspective de développement durable.

- Le rôle des médias dans l'élection a été déterminant pour Bolsonaro. Ceci date même au moins de 2014 car le parti des travailleurs a été unanimement considéré comme responsable de la crise économique et de la corruption par les médias qui ont contribué à cette campagne de discrédit. De toute façon, l'instrumentalisation de la question de la corruption par les médias a joué un rôle dans le retour de la droite en Amérique Latine.